Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-un-an-de-lutte-populaire>

Argentine : un an de lutte populaire

- Argentine -

Date de mise en ligne : dimanche 22 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 19 et 20 décembre 2001, une manifestation et un cacerolazo gigantesques et spontanés se débarrassaient du gouvernement du président Fernando de la Rúa et de son ministre de l'Économie Domingo Cavallo, annulaient l'état de siège décrété, résistaient à la répression sanglante et rendaient par la suite la vie impossible, avec des manifestations successives, à deux présidents supplémentaires. La population de la capitale, poursuivant le chemin tracé depuis deux ans par les blocages de routes et les rassemblements à l'intérieur du pays, décidait de dire "ça suffit !" non seulement à la confiscation des dépôts bancaires, mais surtout à l'annulation des droits citoyens.

Dans le mouvement et dans la multitude d'assemblées populaires qui ont été organisées, lors des piquetes et des manifestations, ont conflué, en ordre d'importance :

- a)** la haine et le ras-le-bol de la population pauvre face au chômage, à la misère croissante, à l'écroulement d'un projet de pays ;
- b)** le dégoût devant la corruption gouvernementale et des institutions (Parlement, Cour suprême) et le rejet de tous les membres de l'establishment ;
- c)** la rage de vastes secteurs de la petite bourgeoisie urbaine et des travailleurs les plus aisés devant le gel et la dévaluation de leurs avoirs en banques ;
- d)** la protestation généralisée contre la privatisation des principales entreprises et services et les hauts tarifs que perçoivent les entreprises étrangères, ainsi que l'humiliation résultant de voir le pays le plus riche et cultivé du continent réduit à la misère et à une situation coloniale ;
- e)** la méfiance généralisée vis-à-vis des partis, antidémocratiques et ne respectant pas leurs promesses, au-delà d'être des serviteurs du grand capital et, finalement,
- f)** la tentative de divers groupes péronistes de profiter de la protestation et de la rage généralisées pour mettre de l'eau à leur moulin, affirmer leur gouvernement - celui des Duhalde, Ruckauf et compagnie qui fait souffrir aujourd'hui l'Argentine - et préparer leur avenir au pouvoir, sans les radicaux, lors des prochaines élections d'avril 2003.

Ce ne fut pas une révolution, ni une situation semi-révolutionnaire, il ne s'agissait pas d'une insurrection populaire ou de citoyens : ça a été par contre une magnifique démonstration d'insubordination, un NON gigantesque, une rupture avec la domination politico-culturelle du capitalisme effectuée par une partie massive et importante, bien que non majoritaire, de la population.

L'impossibilité pour cette explosion de forces hétérogènes à donner une alternative a permis à Duhalde de gouverner et à la droite péroniste de tirer bénéfice des luttes populaires. La classe ouvrière a été, en tant que contingent, pratiquement absente de ces luttes et n'a pas pu se débarrasser ni des dirigeants bureaucratiques corrompus des deux Confédérations Générales du Travail ni des dirigeants syndicaux de gauche impotents, négociant avec Duhalde et peu démocratiques, comme ceux de la CTA, qui ont disparu du panorama le 19 et le 20 décembre, bien qu'ils avaient théoriquement préparé la protestation de plus de 3 millions de signatures pour le Front National contre la Pauvreté.

Les luttes, comme les marches pour exiger du travail ou l'occupation de plus de 150 entreprises, qui ferment pour être remises en marche sous administration ouvrière, sont défensives mais montrent une contradiction entre la radicalité des méthodes (blocage de routes, occupations de propriété privée, récupération de ce qui est public) et les

objectifs (que le gouvernement donne un plan de travail, ou qu'il municipalise ou étatisé les usines occupées ou leur donne des fonds pour qu'elles fonctionnent comme coopératives).

La haine de l'establishment, exprimé dans le cri désespéré "qu'ils s'en aillent tous !" n'arrive pas - encore - à offrir une alternative, parce que le "qu'ils s'en aillent" laisse entre les mains des corrompus la décision de s'en aller et ne dit pas comment ni avec qui les remplacer. Il n'y a pas encore ni un programme ni un choix anticapitaliste. Mais, en effet, de nouvelles relations sociales se construisent, des organismes comme les assemblées populaires, qui créent de l'unité, formulent des idées, établissent en partie des relations de contre-pouvoir face au pouvoir étatique. Ce n'est pas négatif, non pas le combat contre le pouvoir capitaliste en reproduisant le pouvoir, mais l'autogestion est un pas important dans la lutte pour la libération du pouvoir, pour l'anti-pouvoir, pour l'auto-organisation, la démocratie.

Ferdinand Lassalle, constitutionnaliste, disait que la Constitution est un morceau de papier dans la bouche d'un canon, c'est le résultat d'un rapport de forces. Il est illusoire de croire que la volonté populaire dispersée et désorganisée suffit pour que changent les règles du jeu, la Constitution : un rapport de forces organisé et concentré (la bouche du canon) est nécessaire pour qu'il en soit ainsi. Pour l'instant, l'establishment organise des élections pour se perpétuer au gouvernement. La tragédie de voir deux péronistes de droite arriver en tête pourraient avoir lieu. C'est pourquoi, dire que les élections n'importent pas équivaut à perdre la possibilité d'utiliser la campagne électorale pour ôter à la droite pro-impérialiste et au nationaliste réactionnaire leurs appuis pour organiser pour demain (surtout dans les rues et les usines) la modification du rapport de forces. Comme en Bolivie, en Équateur, au Brésil.

Traduction : Frédéric Lévêque

La Jornada de México, le 22 décembre 02.